

Food and
Beverage
Canada



Aliments
et boissons
Canada

Plan d'action national pour la main-d'œuvre et la reprise du secteur de la fabrication des aliments et des boissons

ALIMENTS ET
BOISSONS
ATLANTIQUE



FOOD &
BEVERAGE
ATLANTIC

FOOD &
BEVERAGE

CTAQ

FOOD &
BEVERAGE
manitoba



FOOD AND
BEVERAGE
ONTARIO

> Introduction

Le secteur de la fabrication des aliments et des boissons est l'un des secteurs les plus importants du Canada. Présentes dans chaque province et région, les quelque 8 000 entreprises du secteur jouent un rôle essentiel en contribuant à la souveraineté alimentaire et au bien-être économique du pays et en appuyant son secteur agricole primaire et ses objectifs commerciaux internationaux.

Tout au long de la pandémie de COVID-19, les fabricants d'aliments et de boissons du Canada ont poursuivi leurs activités, garantissant que les Canadiens aient accès aux aliments dont ils avaient besoin pour se nourrir. Pour ce faire, des entreprises d'aliments et de boissons ont investi 1 milliard de dollars pour

Présentes dans chaque province et région, les quelque 8 000 entreprises du secteur jouent un rôle essentiel en contribuant à la souveraineté alimentaire et au bien-être économique du pays

modifier leurs établissements et mettre en œuvre des mesures pour assurer la sécurité de leurs travailleurs. Alors que ce travail se poursuit, le secteur national de la fabrication des aliments et des boissons se tourne également vers l'avenir, en s'assurant qu'il dispose des bases nécessaires à une stabilité continue et à une future croissance.

> L'approche

Aliments et boissons Canada – Food & Beverage Canada (ABC-FBC) est une association sectorielle nationale qui a été créée pour amplifier la voix des fabricants d'aliments et de boissons du Canada au niveau fédéral. Les membres d'ABC-FBC comprennent des associations provinciales et régionales de fabricants d'aliments et de boissons ainsi que de grandes entreprises canadiennes de fabrication d'aliments et de boissons.

ABC-FBC reconnaît que le secteur doit prendre les rênes dans la résolution des principaux problèmes limitant la croissance et la reprise, tout en consultant aussi des partenaires importants et en collaborant avec eux. Avant même la COVID-19, elle avait instauré un programme de travail pour cibler les principales mesures requises pour soutenir la vigueur du secteur de la fabrication des aliments et des boissons. La pandémie a amplifié l'importance de ces mesures.

Ce **Plan d'action national pour la main-d'œuvre et la reprise** détermine les problèmes empêchant le secteur de la fabrication des aliments et des boissons du Canada de réaliser son potentiel de croissance et recommande des mesures qui peuvent être prises par le gouvernement fédéral, en partenariat avec le secteur, pour s'assurer que ce dernier dispose de ce dont il a besoin pour prospérer. Le Plan d'action se concentre sur deux principaux thèmes : la main-d'œuvre et l'innovation.

Profil national de la main-d'œuvre d'ABC-FBC

Les fabricants d'aliments et de boissons du Canada font face à une crise en matière de main-d'œuvre et d'innovation. Ils sont le principal employeur du secteur de la fabrication au Canada, avec près de 300 000 travailleurs. Nous estimons toutefois qu'il y a un déficit de 30 000 travailleurs dans le secteur, ce qui représente 10 % de sa main-d'œuvre. En 2025, nous nous attendons à ce que le nombre de postes vacants atteigne 65 000. En plus de la pénurie de travailleurs, des entreprises signalent régulièrement avoir de la difficulté à s'assurer que les travailleurs ont les compétences appropriées pour répondre aux besoins d'un secteur évolutif. À cela s'ajoute le fait que le secteur de la fabrication des aliments et des boissons traîne de la patte comparativement à d'autres secteurs et pays par rapport aux investissements dans des technologies et des procédés novateurs.

Ces difficultés empêchent le secteur canadien essentiel de la fabrication des aliments et des boissons de contribuer à la reprise du pays après la COVID-19.



© 2019 Aliments et boissons Canada.

> Investissements dans des technologies et des procédés novateurs

Une adoption accrue de l'innovation et, à plus long terme, le développement d'une culture d'innovation seront cruciaux pour assurer la stabilité et la croissance du secteur canadien de la fabrication des aliments et des boissons. L'innovation jouera également un rôle important dans l'atténuation des pénuries de main-d'œuvre dans le secteur et dans l'amélioration de la qualité des emplois.

Aujourd'hui, le secteur canadien de la fabrication des aliments et des boissons connaît un retard par rapport à l'adoption de l'innovation, y compris de l'automatisation, de la robotique et de l'intelligence artificielle. Cela est en partie dû aux défis uniques auxquels fait face le secteur, qui est composé de manière prédominante de petites et moyennes entreprises. Les fonds fédéraux visant l'innovation, qui nécessitent des investissements importants, sont hors de portée pour la grande majorité des entreprises.

Malheureusement, les programmes fédéraux d'innovation existants ne conviennent pas au secteur de la fabrication des aliments et des boissons du Canada. Souvent, ces programmes sont fondés sur la conception de technologies perturbatrices ou sur l'achat d'équipement au niveau local. Dans un petit marché comme celui du Canada, il est irréaliste de penser que la totalité ou même la plupart des innovations seront perturbatrices.

De plus, la petite taille du marché du Canada ne peut pas soutenir un secteur national de l'équipement. Par conséquent, les transformateurs s'approvisionnent souvent en nouvel équipement, en nouvelles technologies et en nouveaux programmes à l'étranger. Malheureusement, la réglementation canadienne ne permet pas d'adopter et d'adapter facilement des technologies et des procédés utilisés par des territoires concurrents, et les approbations pour les technologies ou les nouveaux processus comportant de l'équipement modifié ne sont pas systématiques, rapides ou prévisibles.

Le manque de travailleurs dans les métiers spécialisés au Canada fait également en sorte que les transformateurs se fient à des techniciens ou à des spécialistes reconnus de fabricants étrangers pour installer, mettre en service et entretenir ces actifs. À cause de la COVID-19, l'accès à ces techniciens étrangers est devenu plus difficile.

Favoriser l'innovation nécessite une approche à plusieurs volets visant particulièrement ces obstacles.

Le gouvernement fédéral a déjà annoncé son appui au Réseau des innovateurs canadiens en alimentation. Un soutien direct à l'investissement au niveau des entreprises est également requis, un soutien qui est axé sur les besoins particuliers du secteur canadien et qui reconnaît que le renforcement de l'adoption de nouvelles technologies exige un soutien proportionnel au développement des compétences. De plus, la réglementation doit appuyer l'approbation prévisible et rapide de nouvelles méthodes et utilisations des technologies et de nouveaux procédés au Canada.

Avec ces formes d'aide, les fabricants canadiens d'aliments et de boissons peuvent tirer profit de l'adoption de technologies déjà utilisées dans d'autres pays ou industries en intégrant ou en adaptant des produits et des procédés novateurs au sein du secteur.

Objectifs de la politique fédérale

ABC-FBC exhorte le gouvernement fédéral à mettre en œuvre les politiques suivantes pour renforcer l'innovation et les investissements dans le secteur canadien de la fabrication des aliments et des boissons :

- Créer un fond d'innovation de 150 millions de dollars (Fonds stratégique pour l'innovation « allégé ») pour appuyer l'adoption de l'automatisation et de la robotique dans le secteur.
- Établir ce fonds de sorte qu'il comprenne un programme pour appuyer les investissements de contrepartie, ainsi qu'une composante de développement des compétences pour garantir que les compétences des travailleurs soutiennent l'adoption de l'innovation.
- Mettre en œuvre des réformes pour s'assurer que les approbations réglementaires des nouvelles technologies et des nouveaux procédés de fabrication sont rapides et prévisibles.

> Main-d'œuvre compétente Canadienne

Le Canada fait face à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée (p. ex. électriciens d'entretien, mécaniciens en machinerie, techniciens en automatisation et techniciens en électromécanique), et ce déficit menace la viabilité de nombreux secteurs, y compris celui de la fabrication des aliments et des boissons.

Trouver des solutions aux pénuries de main-d'œuvre du secteur de la fabrication des aliments et des boissons, y compris la pénurie de travailleurs dans les métiers spécialisés, est fondamental pour atteindre les objectifs fixés dans les rapports de la Table de la stratégie économique du secteur agroalimentaire et du Conseil sur la stratégie industrielle du gouvernement fédéral. En bref, bien que la formation et la certification des métiers spécialisés soient régies par les provinces, sans le leadership et la coordination du fédéral, l'espoir de progrès significatifs est mince.

Il est impératif de prendre des mesures d'urgence pour pallier la pénurie dans les métiers spécialisés, y compris dans les domaines suivants :

- Améliorer la compréhension collective (secteur et décideurs politiques) par rapport aux parcours des métiers spécialisés au Canada.
- Évaluer la disponibilité et la demande actuelles dans les métiers spécialisés et proposer des moyens pour améliorer la situation pour les employeurs et les professionnels spécialisés.
- Déterminer les obstacles au développement professionnel spécialisé et recommander des solutions en partenariat avec d'importants intervenants.
- Examiner les différences régionales dans la formation/certification des métiers spécialisés et les marchés du travail pour s'assurer que les recommandations offrent la souplesse nécessaire pour répondre aux besoins du secteur partout au pays.
- Examiner le rôle des groupes sous-représentés dans les métiers spécialisés : quelles mesures peuvent être prises pour attirer des personnes et sont nécessaires pour assurer le maintien en poste des travailleurs?

Le gouvernement fédéral, en collaboration avec le secteur, peut jouer un rôle important dans tous les domaines susmentionnés.

Objectifs de la politique fédérale

ABC-FBC exhorte le gouvernement fédéral à entreprendre ou à appuyer des travaux qui détermineront les obstacles et établiront des recommandations claires pour résorber le déficit dans les métiers spécialisés du secteur de la fabrication des aliments et des boissons dans le but ultime de créer un secteur plus résilient et des possibilités de carrière améliorées et d'apporter des changements systémiques bénéfiques pour les parcours professionnels spécialisés. Les mesures recommandées comprennent les suivantes :

- Décrire les systèmes de formation et de certification des métiers spécialisés au Canada, y compris les écarts et les irrégularités au pays.
- Effectuer une analyse de la demande de métiers spécialisés par rapport aux prévisions actuelles et futures relativement à la disponibilité des gens de métier spécialisés certifiés.
- Évaluer les problèmes ayant une incidence sur la disponibilité des gens de métier spécialisés, y compris l'offre de main-d'œuvre, la formation, les périodes de certification, la mauvaise perception du secteur et les lacunes dans la microcertification.
- Déterminer des recommandations et des plans d'action visant les métiers spécialisés de manière coordonnée à l'échelle nationale.

> Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers jouent, et continueront de jouer, un rôle essentiel pour répondre aux besoins de main-d'œuvre du secteur de la fabrication des aliments et des boissons. Pour tout dire, le secteur nécessite des travailleurs; sans eux, la production alimentaire ne peut pas être maintenue aux niveaux actuels, et encore moins croître pour atteindre les objectifs de production et d'exportation du fédéral.

Dans le contexte des pénuries continues de main-d'œuvre et de l'absence de nouveaux investissements importants dans l'automatisation et la robotique, le secteur de la fabrication des aliments et des boissons devra se fier aux travailleurs étrangers pour combler son déficit de main-d'œuvre. Même avec une automatisation accrue, il faudra presque toujours suppléer à la main-d'œuvre nationale pendant les pics de production saisonnière.

Aujourd'hui, il y a deux façons d'entrer au Canada pour les travailleurs étrangers, le système d'immigration économique du Canada, qui comporte un certain nombre de volets et qui se fie à un système de points pour déterminer les candidats admissibles, et le Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET), qui appuie les emplois qui sont saisonniers ou temporaires. Aucun de ces systèmes ne répond pleinement aux besoins des fabricants d'aliments et de boissons.

Le système d'immigration économique du Canada est complexe et comporte un grand nombre de volets d'entrée différents, certains régis par le fédéral et d'autres par le provincial. Les critères du programme et l'admissibilité à celui-ci varient selon ces volets, et très peu priorisent des postes dans le secteur de la fabrication des aliments et des boissons. Parmi les quelques-uns qui le font, mentionnons le Programme des candidats du Manitoba, qui priorise les bouchers et les découpeurs de viande industriels, les préparateurs de volaille et les travailleurs connexes; le Projet pilote agroalimentaire, qui se déroule jusqu'en 2023 et qui comprend jusqu'à 3 690 travailleurs du secteur de la fabrication de produits de viande (bouchers et travailleurs du secteur de la transformation) chaque année; et le Programme pilote d'immigration au Canada atlantique, qui comprend les bouchers industriels et les chauffeurs de camion à longue distance. Le nombre de travailleurs et l'éventail de ceux admissibles sont limités dans ces programmes et ne permettront pas de répondre aux besoins globaux du secteur.

De multiples volets du PTET compliquent également l'accès à la main-d'œuvre en vertu de ce programme. De plus, les délais d'approbation sont longs et ne correspondent pas au cycle de l'agriculture et de la production alimentaire; des limites sont imposées par rapport au nombre de travailleurs; et, dans le cas des travailleurs qui reviennent au pays, le processus est très répétitif. De nombreux fabricants d'aliments et de boissons évitent d'utiliser le PTET en raison de la complexité et des dépenses administratives qui y sont liées.

Objectifs de la politique fédérale

ABC-FBC exhorte le gouvernement fédéral à entreprendre un examen des besoins de main-d'œuvre du secteur de la fabrication des aliments et des boissons, par rapport à la situation du marché du travail du Canada aujourd'hui et à l'avenir, y compris à l'aide des mesures suivantes :

- Créer un volet national d'immigration économique qui est dédié aux compétences requises par le secteur de la fabrication des aliments et des boissons du Canada et qui les valorise, et qui garantit un accès rapide à de la main-d'œuvre étrangère pour remédier aux pénuries de main-d'œuvre du secteur. Cela devrait comprendre des voies vers la permanence des TET.
- Élaborer un programme pour les TET de l'agroalimentaire qui reconnaît les pénuries de main-d'œuvre saisonnière et permanente auxquelles les fabricants d'aliments et de boissons canadiens font face et qui garantit des exigences et des frais administratifs minimales, particulièrement en ce qui concerne la question des travailleurs qui reviennent au pays, et pour les régions ayant des pénuries continues de main-d'œuvre.